



Assemblée générale

Distr. générale
14 juillet 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 27 b) de la liste préliminaire*

**Développement social : développement social,
y compris les questions relatives à la situation sociale
dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées,
aux personnes handicapées et à la famille**

Le volontariat à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport, soumis en application de la résolution [73/140](#), fait le point sur la mise en œuvre du plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Il fait état des progrès notables accomplis dans la réalisation des trois objectifs du plan d'action, à savoir : a) renforcer l'appropriation du programme de développement par le volontariat ; b) prendre en compte le volontariat dans les stratégies nationales et mondiales de développement ; c) mesurer le volontariat et sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable. Des progrès ont notamment été observés en ce qui concerne la prise en compte du volontariat dans les mécanismes de planification et d'examen prévus par le Programme 2030, notamment les examens nationaux volontaires des États Membres, les résolutions de l'Assemblée générale et les cadres de planification de l'Organisation des Nations Unies et de ses entités. On utilise aussi de plus en plus des méthodes statistiques pour mesurer le volontariat.

Le présent rapport montre cependant qu'il faut continuer de faire des efforts pour intégrer le volontariat aux stratégies, plans et politiques nationaux de développement afin de mobiliser et de renforcer des groupes donnés et de faire participer la population à la planification des activités à l'échelle nationale et à la réalisation des objectifs du Programme 2030. Il faut aussi renforcer le partage de données, d'éléments probants et de connaissances sur l'incidence de la mobilisation par le volontariat. On pourra ainsi s'assurer que les volontaires sont au cœur des

* [A/76/50](#).



efforts déployés pour faire face à la pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) et pour se remettre de ses effets et reconstruire une fois celle-ci terminée. Les personnes les plus défavorisées se verront aussi offrir, grâce au volontariat, davantage de possibilités d'être associées à l'action au cours de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable.

I. Introduction

1. Dans sa résolution [67/138](#), l'Assemblée générale a appelé les États Membres à intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement, pour la décennie à venir et au-delà. Les résolutions [70/129](#) et [73/140](#), adoptées ultérieurement, présentent un plan d'action mondial visant à diffuser les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience, à promouvoir les initiatives de volontariat qui ont fait leurs preuves et à faire en sorte que les contributions des volontaires à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 soient prises en compte dans l'élaboration des politiques nationales.

2. Le présent rapport fait le point sur le rôle que joue le volontariat alors que s'engage la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable, conformément aux résolutions susmentionnées. La pandémie mondiale de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis encore davantage en évidence le rôle essentiel du volontariat : un milliard de volontaires ont en effet œuvré en première ligne des efforts collectifs déployés partout dans le monde. Alors que les volontaires continuent aujourd'hui de répondre aux besoins les plus urgents, il nous faut réfléchir à la manière dont le volontariat peut appuyer les efforts visant à reconstruire en mieux après la pandémie.

3. Le rapport s'appuie sur des analyses de la situation du volontariat effectuées au niveau national entre 2017 et 2019 ; des contributions des forums régionaux sur le développement durable qui se sont tenus en 2018 et 2019 ; des études de cas sur le volontariat soumises par des parties prenantes en 2020 ; des données issues d'une enquête mondiale sur le volontariat réalisée par l'ONU en 2020 ; une enquête auprès des entités des Nations Unies achevée en 2021 ; des données provenant du nouveau Portail de connaissances sur le volontariat créé par le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)¹.

II. Plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030

4. Comme suite au rapport de 2015 du Secrétaire général sur l'intégration du volontariat dans les activités de la décennie à venir ([A/70/118](#)), le programme des Volontaires des Nations Unies et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont créé un secrétariat pour le plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le secrétariat a fait la promotion des trois objectifs stratégiques suivants : a) renforcer l'appropriation du programme de développement par la population en appuyant l'engagement civique et en créant un environnement propice à l'action citoyenne ; b) prendre en compte le volontariat dans les stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 ; c) mesurer le volontariat afin de parvenir à une compréhension globale de l'engagement des populations et de leur bien-être. Le Secrétaire général a par la suite indiqué, dans son rapport sur le plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030 ([A/73/254](#)), qu'une approche en trois étapes serait privilégiée en ce qui concerne la mise en commun des connaissances relatives au volontariat.

5. La première étape consistait à élaborer, à l'intention des États Membres, des directives techniques pour l'analyse du volontariat au niveau national. Entre 2017 et 2019, 44 pays ont réalisé des analyses de la situation nationale. Cela a permis d'avoir

¹ Voir knowledge.unv.org.

un aperçu de la diversité des mesures prises par les États Membres et leurs partenaires pour aider les volontaires à contribuer à la réalisation des objectifs nationaux de développement.

Tableau 1

Analyses de la situation nationale soumises par les États Membres au secrétariat du plan d'action entre 2017 et 2019²

<i>Région</i>	<i>Pays</i>	
Afrique	Bénin	Niger
	Burkina Faso	Ouganda
	Burundi	Somalie
	Cameroun	Soudan
	Éthiopie	Togo
	Madagascar	Zambie
	Malawi	Zimbabwe
	Mozambique	
Asie et Pacifique	Afghanistan	Iraq
	Cambodge	Kazakhstan
	Chine	Népal
	Chypre	Sri Lanka
	État de Palestine	Thaïlande
	Inde	
Europe orientale	Azerbaïdjan	Tchéquie
	Fédération de Russie	
Amérique latine et Caraïbes	Brésil	Paraguay
	Chili	Pérou
	Équateur	Uruguay
	Mexique	
Europe occidentale et autres États	Allemagne	France
	Autriche	Malte

6. La deuxième étape consistait à incorporer les principales conclusions des analyses de situation des pays dans cinq rapports de synthèse régionaux. Les rapports ont été présentés à l'occasion de consultations sur le rôle du volontariat dans la mise en œuvre du Programme 2030, organisées par le programme VNU en partenariat avec les commissions régionales de l'ONU en marge des forums régionaux pour le développement durable tenus en 2019. Des discussions supplémentaires sur la contribution des volontaires à la réalisation des objectifs de développement durable

² Des parties prenantes en Croatie, au Monténégro, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont également soumis des analyses, portant le total à 44 pays.

et les lacunes observées en termes de données et d'éléments probants ont eu lieu tout au long de 2019 avec diverses parties prenantes, comme l'Union africaine, l'École supérieure d'économie de l'Université d'État (Fédération de Russie), l'International Association for Volunteer Effort, le Forum international du volontariat pour le développement, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Gouvernement kényan. On a également organisé des consultations en ligne sur plusieurs thèmes, à savoir la mobilisation du secteur privé, l'avenir du volontariat et le volontariat et les objectifs de développement durable, auxquelles ont participé plus de 2 000 personnes.

7. Dans le cadre de la troisième et dernière étape, une réunion technique mondiale sur le thème « Réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030 » a été organisée virtuellement du 13 au 16 juillet 2020. Il s'agissait d'une manifestation spéciale organisée dans le cadre du forum politique de haut niveau pour le développement durable. La réunion était coprésidée par le programme VNU et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en coordination avec le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU. Plus de 4 000 personnes ont écouté les plus de 70 intervenants originaires de près de 60 États Membres qui ont pris la parole lors des cinq réunions plénières. Elles ont aussi participé à cinq séances de discussions en sous-groupes régionaux. La réunion mondiale a abouti au lancement d'un appel à l'action intitulé « Le volontariat durant la décennie d'action ».

8. Le processus participatif a permis de recueillir des points de vue divers auprès des gouvernements, du système des Nations Unies, de la société civile, du milieu universitaire, du secteur privé et des volontaires. Les parties prenantes ont pu faire le point sur l'action menée par les volontaires au cours des cinq premières années de mise en œuvre des objectifs de développement durable et réfléchir au potentiel du volontariat en tant qu'accélérateur du Programme 2030. On trouvera dans le reste du présent rapport des éléments pertinents sur le sujet ainsi que des informations sur les nouveaux modèles de volontariat et les nouvelles politiques en la matière.

III. Progrès accomplis dans l'intégration du volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030

A. Renforcer l'appropriation du programme de développement par le volontariat

9. Aujourd'hui, six ans après le début de la mise en œuvre du Programme 2030, le volontariat offre des possibilités importantes de catalyser les efforts et d'exploiter les compétences et la créativité des peuples du monde entier pour tenir les promesses de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable. Les volontaires participent en effet à un large éventail d'actions et d'initiatives liées à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des processus de développement. La présente section montre que l'implication des volontaires dans les processus de développement a permis de renforcer la participation et l'inclusion de tous les peuples et d'associer ces derniers à l'action.

1. Participation aux processus de développement

10. Le précédent rapport du Secrétaire général sur le sujet ([A/73/254](#)) présentait les moyens déployés par de nombreux États Membres dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour mettre en place des mécanismes permettant de consulter les citoyennes et les citoyens et d'adapter les objectifs de développement durable au contexte local. Depuis sa publication, les États Membres

ont poursuivi dans cette voie, en s'attachant souvent à faire entendre la voix des jeunes. Dans le cadre de la stratégie de développement des Émirats arabes unis (« Vision 2021 »), par exemple, des cercles de jeunes volontaires répondent à des questions sur des enjeux sociétaux importants et recommandent des changements de politique. En Colombie, l'initiative appelée « Conversación Nacional 2019-2020 » a facilité les échanges entre le Gouvernement et les citoyens sur les priorités en matière de développement durable. En Finlande, dans le cadre du système national d'établissement de rapports sur le développement durable, des volontaires collaborent avec un groupe de citoyens pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable. Selon le rapport 2020 sur l'indice de réalisation et les tableaux de bord des objectifs de développement durable en Afrique, 65 % des pays du continent disposent désormais de mécanismes de mobilisation et de consultation des parties prenantes, qu'il s'agisse de groupes de citoyens (Angola, Botswana, Cameroun, Lesotho et Afrique du Sud) ou d'enquêtes en ligne (Algérie, Seychelles et Ouganda)³.

11. En plus de mener des consultations, les États Membres continuent de renforcer les mécanismes institutionnels pour permettre aux personnes de se porter volontaires et de participer aux efforts de développement. Depuis la publication du plus récent rapport du Secrétaire général, des mécanismes institutionnels de ce type ont été mis en place au Cambodge, au Ghana, en Ouganda et au Pérou, où ils ont permis de renforcer la participation économique et sociale des jeunes. En outre, plusieurs États Membres appuient des programmes nationaux de volontariat impliqués dans une variété de projets d'entraide et d'autres initiatives communautaires. On peut notamment penser au système de soins intégrés qui offre des services de santé complets aux personnes âgées au Japon, ou encore au programme Yicang, un programme d'entraide qui encourage le volontariat communautaire formel et informel dans les quartiers urbains en Chine.

12. En plus d'investir dans de nouvelles institutions, les gouvernements coordonnent les activités des organisations bénévoles déjà existantes et font connaître leurs actions. En Guinée, un collectif a été créé en 2019 pour fédérer toutes les organisations de volontaires sous l'égide de l'Agence nationale du volontariat jeunesse. Au Niger, l'Agence nigérienne de volontariat pour le développement a pour mission de coordonner l'action des volontaires et des organisations bénévoles en fonction des politiques et stratégies nationales de développement. Au Brésil, la Fundação Banco do Brasil a créé, en 2019, une plateforme nationale visant à inciter la population à faire du bénévolat. En Uruguay, le Réseau national pour le dialogue sur le volontariat et l'engagement social a encouragé la création de mécanismes juridiques et d'espaces institutionnels en faveur du volontariat. La Fondation allemande pour l'engagement et le bénévolat a été créée en 2020 pour renforcer la participation citoyenne partout en Allemagne.

13. Dans son précédent rapport sur le plan d'action, le Secrétaire général a noté que la Fédération de Russie avait proclamé 2018 comme étant l'Année des volontaires. Depuis, plusieurs États Membres, dont la Turquie (2019), l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan (2020), la Hongrie et les Pays-Bas (2021), ont également décrété une année nationale du volontariat. En plus de souligner l'importance du volontariat, ces initiatives ont donné une impulsion aux actions politiques. Par exemple, la Fédération de Russie a élaboré une nouvelle norme relative à l'appui aux volontaires et piloté un certain nombre de mesures d'incitation au volontariat, dont l'une, gérée par le Ministère de la santé, concerne les étudiants en médecine. Le Kazakhstan a fait du

³ Sustainable Development Goals Center for Africa et Sustainable Development Solutions Network, « Africa Sustainable Development Goal Index and dashboards report 2020 », Kigali et New York, juillet 2020.

volontariat au service de l'éducation et de l'intervention d'urgence une priorité. Il a ainsi adopté des mesures incitatives pour les étudiants volontaires et il met actuellement au point une méthode permettant de mesurer la contribution du volontariat au développement socioéconomique du pays.

14. La mobilisation de multiples parties prenantes contribue à créer des occasions de volontariat dans un vaste éventail de domaines. L'initiative YouthConnekt Africa vise, en collaboration avec l'ONU ainsi qu'avec des entreprises privées et des acteurs de la société civile, à offrir aux jeunes des perspectives d'emploi et des possibilités d'exercer leur leadership. En Inde, le programme DELTA, de Tata Trusts, un partenariat qui associe des acteurs du secteur privé et de la société civile et des représentants des pouvoirs publics locaux, permet aux volontaires des collectivités de recueillir des données permettant d'adapter les objectifs de développement durable à l'échelle locale. En Arménie, la Coalition des jeunes, qui bénéficie de l'appui du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de KASA, une association humanitaire suisse, rassemble des jeunes issus des communautés de réfugiés et des communautés d'accueil. En Jordanie, la plateforme de volontariat Nahno, créée par le Gouvernement, l'ONU, le secteur privé et la société civile, permet également aux jeunes d'avoir accès aux possibilités de volontariat.

2. Le volontariat pendant la pandémie de COVID-19

15. Aux quatre coins du monde, les volontaires ont joué un rôle de premier plan dans les efforts de riposte et de relèvement déployés à l'échelle nationale pendant la pandémie. Au Belize, des volontaires ont apporté un concours essentiel au déroulement des activités dans les centres de quarantaine. Aux Fidji, des volontaires ont transmis aux communautés des informations relatives à la santé dans le cadre du système national de gestion des catastrophes. En Thaïlande, plus d'un million d'agents sanitaires bénévoles de village ont recueilli quotidiennement des informations sur la santé dans les communautés rurales et, en République démocratique populaire lao, des volontaires ont diffusé sur les ondes des radios communautaires des messages de prévention de la COVID-19 dans leur langue à l'intention des habitantes et habitants des zones rurales et reculées. Les volontaires ont joué un rôle essentiel dans la riposte à la pandémie dans d'autres pays, notamment en Jamaïque, où des volontaires relevant du Ministère de la santé et du bien-être ont reçu une formation pour répondre aux besoins de la population en matière de santé mentale, ainsi qu'au Bénin, en Guinée-Bissau, au Mali et en Zambie, où des bénévoles ont mené des campagnes de sensibilisation sur les marchés et dans les lieux de culte.

16. Les volontaires ont également joué un rôle crucial dans la lutte contre les conséquences de la COVID-19 et l'atténuation de ses impacts socioéconomiques. Le Pakistan a créé le Corona Relief Tiger Force, un groupe de jeunes volontaires chargé de fournir des articles essentiels aux groupes vulnérables. Le Panama a donné aux volontaires de Voluntario Solidario, un programme géré par le Ministère du développement social, les moyens dont ils avaient besoin pour distribuer d'urgence des millions de colis solidaires aux familles vulnérables. Le Pérou a recruté des volontaires du programme national de volontariat du bicentenaire pour aider le Ministère du développement et de l'inclusion sociale à surveiller la santé physique et mentale de plus de 100 000 personnes âgées et handicapées. Des groupes de bénévoles (sous forme d'associations de quartier, de groupes en ligne ou de mouvements sociaux) ont en outre été créés pour faire face aux problèmes liés à la pandémie. Au Soudan du Sud, le collectif Anataban a utilisé l'art pour informer les communautés au sujet de la COVID-19. En République démocratique du Congo, l'organisation Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral, forte de l'expérience acquise lors des précédentes épidémies de maladie à virus Ebola, a lancé une campagne contre la violence domestique. Au Yémen, la Yemeni Women's Union a

enregistré des cas de violence domestique pendant la pandémie et fourni une aide juridique à des femmes et des filles que l'on forçait à se marier.

3. Renforcer l'inclusion par le volontariat

17. Dans sa résolution 73/140, l'Assemblée générale préconise l'association effective de tous par le volontariat, notamment les jeunes, les personnes âgées, les femmes, les migrants, les réfugiés, les personnes handicapées et les membres de tous les autres groupes marginalisés. Ainsi, en Indonésie, dans le cadre des stratégies nationales de gestion des catastrophes, des volontaires handicapés collaborent avec les services chargés de la prise en compte des catastrophes afin qu'un soutien approprié soit apporté aux personnes ayant des besoins spécifiques. Au Kirghizistan, des volontaires travaillent à la transcription et à la traduction en langue des signes de cours télévisés en collaboration avec le Ministère de l'éducation et des sciences et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, de jeunes migrants de retour au pays se portent volontaires pour participer au projet de l'Organisation internationale pour les migrations appelé « Migrants as Messengers », l'objectif étant de sensibiliser les communautés vulnérables et isolées aux mesures de prévention contre la COVID-19. Par ailleurs, dans le monde entier, un nombre croissant de Volontaires des Nations Unies handicapés apportent une valeur ajoutée aux travaux menés par le système des Nations Unies pour le développement, notamment par l'intermédiaire du Programme de gestion des compétences pour les jeunes professionnels handicapés, qui est géré conjointement par le programme VNU et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

18. Le volontariat contribue à accroître les possibilités de participation et de leadership pour les femmes. Au Burkina Faso, le Programme national de volontariat a permis de renforcer la participation des femmes au processus électoral mené en 2020. Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine a collaboré avec des volontaires locaux pour permettre à 3 185 femmes de s'inscrire pour la première fois sur les listes électorales. On a en outre offert à 390 candidates aux élections la possibilité de renforcer leurs capacités. Dans le cadre du programme Technovation Girls (lancé en 2010 par Technovation, une organisation mondiale à but non lucratif axée sur les technologies éducatives), dirigé par des volontaires, plus de 25 000 filles originaires de plus d'une centaine de pays ont pu développer des compétences en codage et en intelligence artificielle. L'objectif du programme est de remédier au déséquilibre entre les sexes que l'on observe en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STEM). Aux Îles Salomon, le club d'épargne « The West 'Are'Are Rokotanikeni Association », géré par des volontaires, a aidé les femmes, y compris celles des régions reculées, à gérer leurs finances et leur épargne.

19. Pour permettre à tous et à toutes de participer aux processus de développement, il faut s'attaquer aux risques auxquels les volontaires sont exposés. Dans sa résolution 73/140, l'Assemblée générale a d'ailleurs demandé que des efforts accrus soient déployés pour améliorer la protection, la sécurité et le bien-être des volontaires. Ainsi, à l'échelle nationale, un certain nombre de gouvernements, d'organismes de coordination des volontaires et d'organisations de bénévoles ont publié des lignes directrices et des normes volontaires visant à protéger les volontaires et les communautés avec lesquelles ils travaillent. Volunteering Australia et le Ministère singapourien de la culture, de la communauté et de la jeunesse ont tous deux publié des lignes directrices nationales sur la sécurité des volontaires pendant la pandémie. Au Soudan, la Société nationale du Croissant-Rouge a créé des possibilités d'apprentissage et des dispositifs d'orientation visant à intégrer dans ses structures des services de soutien psychosocial à l'intention de ses volontaires.

4. Perspectives de renforcement de l'appropriation par le volontariat

20. En résumé, le volontariat continue de permettre à un grand nombre de personnes de participer aux processus de développement. Depuis l'adoption de la résolution 73/140, il est devenu courant, dans toutes les régions, de recourir à des mécanismes de consultation nationaux et infranationaux visant à promouvoir le dialogue sur les objectifs de développement durable. Les collectivités elles-mêmes, parfois en partenariat avec les autorités et le secteur privé, ont créé de nouvelles possibilités permettant à la population de participer à ces processus par le volontariat en ligne et hors ligne.

21. Il est cependant possible de mobiliser encore davantage la population par le volontariat. Les États Membres peuvent s'appuyer sur la priorité actuellement accordée à la participation des jeunes pour promouvoir une approche du volontariat fondée sur le cycle de vie, capable de mobiliser le plus grand nombre à l'échelle de la planète et d'ainsi tenir les promesses de la décennie d'action. On peut aussi élargir la contribution apportée par les États Membres à la réalisation de cet objectif pour y inclure celle des groupes locaux et des groupes organisés de manière informelle qui sont souvent en première ligne de l'action communautaire. On peut également offrir aux femmes et aux membres des groupes marginalisés davantage de possibilités d'accéder à des postes de responsabilité de façon à contribuer à la réalisation des priorités nationales en matière d'égalité femmes-hommes grâce au volontariat.

22. Le moment est aussi venu d'examiner la qualité de la participation par le volontariat en s'appuyant sur les innovations réalisées par les pays et les expériences qu'ils ont acquises depuis 2015. Il se peut que les États Membres souhaitent vérifier dans quelle mesure les systèmes existants ont permis à divers groupes de s'exprimer et de faire entendre leur point de vue sur la réalisation des objectifs de développement durable et leur adaptation à l'échelle locale. Pour reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19, il faudra déterminer les moyens les plus efficaces de susciter l'adhésion des populations dans des contextes divers et constituer une base de données probantes sur la façon dont l'action, la mobilisation et la participation des volontaires contribuent à améliorer la vie des groupes les plus défavorisés. On trouvera à la section IV du présent rapport quelques possibilités nouvelles à cet égard.

B. Intégration du volontariat aux stratégies de développement adoptées aux niveaux national et mondial

23. Depuis la publication du plus récent rapport du Secrétaire général, les États Membres ont continué à produire et à échanger des connaissances et des bonnes pratiques sur l'intégration du volontariat aux stratégies, plans et politiques nationaux et infranationaux. Les données fournies par les États Membres et les partenaires de développement ont été compilées sur le Portail de connaissances sur le volontariat du programme VNU, un site en constant développement qui regroupe des informations nationales, régionales et mondiales sur les lois, les politiques, les institutions, les données et les bonnes pratiques en matière de volontariat à l'appui du Programme 2030. On trouvera dans la section ci-après un inventaire établi sur la base de ces éléments.

1. Intégration à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030

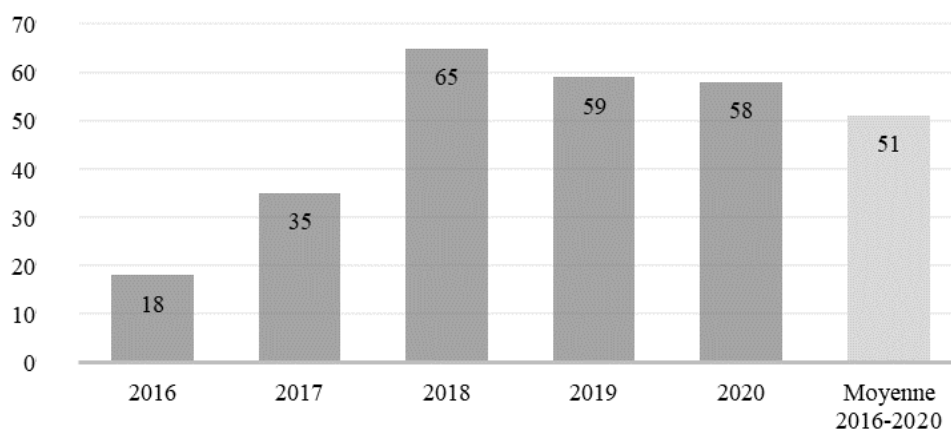
24. Depuis 2018, le rôle joué par les volontaires est de plus en plus reconnu au niveau intergouvernemental. L'Assemblée générale a fait référence au volontariat dans 34 résolutions, contre 12 au cours des trois années précédentes. On peut notamment citer la résolution 73/291 sur le document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-

Sud, la résolution [74/115](#) sur la coopération internationale en matière d'aide humanitaire à la suite de catastrophes naturelles ou la résolution [75/154](#) sur le développement sans exclusion pour et avec les personnes handicapées. Le Département des affaires économiques et sociales continue de faciliter la participation de groupes de volontaires au forum politique de haut niveau pour le développement durable. Il a en outre publié, en 2020, un rapport sur la mobilisation des parties prenantes en ce qui concerne la mise en œuvre des examens nationaux volontaires⁴.

25. Dans sa résolution [73/140](#), l'Assemblée générale encourageait les États Membres à faire figurer dans les examens nationaux volontaires des informations concernant les contributions des volontaires à la réalisation des objectifs de développement durable. Au total, 61 % des examens soumis pendant la période 2018-2020 font figurer des informations à ce sujet, contre seulement 29 % de ceux soumis en 2016-2017 (fig. I). On voit donc que les États Membres s'efforcent de plus en plus de privilégier des approches mobilisant l'ensemble de la société en ce qui concerne les objectifs de développement durable. Les efforts déployés par les volontaires pour atteindre les 17 objectifs mondiaux de développement durable ont été reconnus pour la première fois dans les examens nationaux volontaires soumis en 2018. Beaucoup de ces examens s'appuyaient sur des observations sur le volontariat faites au niveau national. Il faut donc s'appuyer sur ces bases en renforçant les données spécifiques à chaque pays en ce qui concerne les contributions économiques et sociales du volontariat dans le cadre du Programme 2030.

Figure I

Pourcentage des examens nationaux volontaires témoignant des contributions positives du volontariat à la réalisation des objectifs de développement durable⁵



Source : Programme des Volontaires des Nations Unies.

2. Intégration aux politiques et stratégies nationales de développement

26. Au moins 121 pays disposent aujourd'hui de lois, politiques ou programmes visant à créer un environnement propice au volontariat. Au moins neuf États Membres ont créé des instruments juridiques relatifs au volontariat depuis la publication du dernier rapport (Allemagne, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Gabon, Kazakhstan, Ouzbékistan, Paraguay et Sri Lanka). Au cours de la période considérée, au moins sept États Membres ont approuvé de nouvelles politiques ou stratégies visant

⁴ Département des affaires économiques et sociales, « Multi-stakeholder engagement in Agenda 2030 Implementation: A review of National Voluntary Review Reports (2016-2019) », 2020.

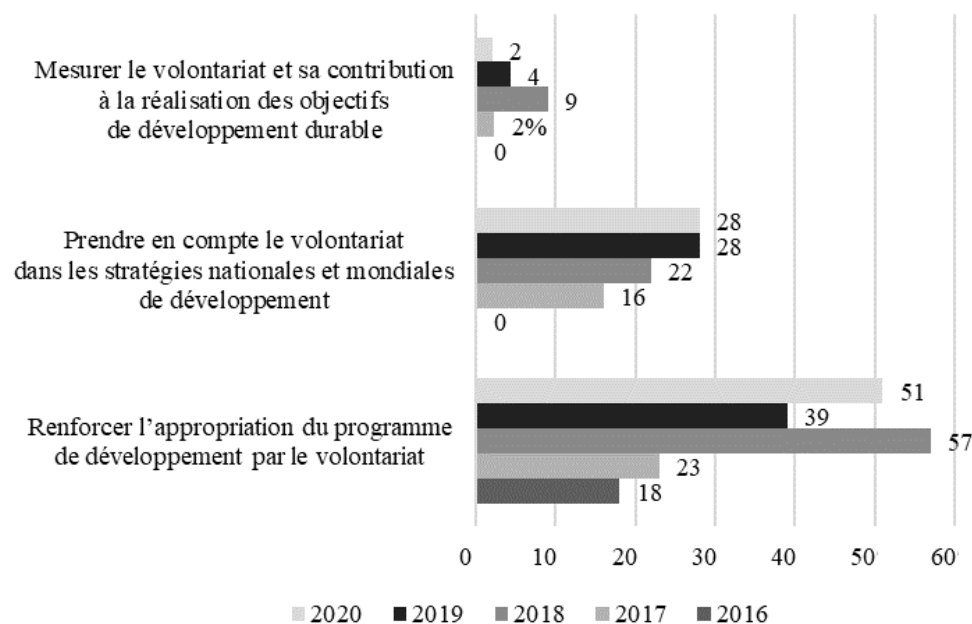
⁵ Les données sont tirées d'une analyse réalisée par le programme VNU portant sur l'ensemble des examens nationaux volontaires téléchargés sur la plateforme de connaissances des Nations Unies en matière de développement durable, conformément à l'indicateur associé à la réalisation 1 du plan-cadre stratégique du programme VNU pour la période 2018-2021.

à promouvoir le volontariat (Angola, Fédération de Russie, Iraq, Irlande, Mali, Malte et Nigéria). Comme cela a été souligné dans la section précédente du présent rapport, au moins quatre pays ont élaboré de nouveaux programmes nationaux de volontariat à l'intention des jeunes depuis 2018.

27. Des éléments recueillis pendant la mise en œuvre du plan d'action suggèrent cependant que les progrès réalisés dans le monde pour ce qui est d'associer les politiques et les investissements en matière de volontariat aux stratégies de développement sont inégaux. En 2020, 28 % seulement des examens nationaux volontaires présentaient des exemples d'efforts déployés par des volontaires s'inscrivant dans des politiques nationales ou infranationales ou des partenariats visant à répondre aux priorités de développement (figure II). Entre 2015 et 2020, un cinquième seulement des examens nationaux volontaires établissaient des liens entre le volontariat et d'autres politiques et plans.

Figure II

Pourcentage d'examen nationaux volontaires soumis entre 2016 et 2020 qui contiennent des éléments à l'appui de chacun des trois objectifs du plan d'action⁶



Source : Programme des Volontaires des Nations Unies.

28. L'examen des politiques et stratégies présentées sur le Portail de connaissances du programme VNU suggère que l'autonomisation des jeunes est, à ce jour, le domaine dans lequel il existe le plus d'initiatives liées au volontariat. Au moins 43 États Membres ont pris en compte le volontariat dans leurs politiques et stratégies nationales en faveur de la jeunesse. Depuis la publication du rapport de 2018, la Jordanie a intégré le volontariat à sa stratégie nationale pour la jeunesse (2019-2025) afin de promouvoir l'innovation des jeunes, Kiribati a intégré le volontariat à son cadre politique et son plan d'action nationaux pour la jeunesse (2018-2022) pour

⁶ Les données sont tirées d'une analyse réalisée par le programme VNU portant sur l'ensemble des examens nationaux volontaires téléchargés sur la plateforme de connaissances des Nations Unies en matière de développement durable.

favoriser la participation des jeunes et la Tunisie a promu le volontariat des jeunes dans sa vision sectorielle sur la jeunesse (2018-2020), présentée par le Ministère de la jeunesse et des sports.

29. On constate par ailleurs des progrès en ce qui concerne l'intégration du volontariat aux stratégies et initiatives de réduction des risques de catastrophe. Entre 2018 et 2020, sept examens nationaux volontaires ont mentionné l'existence de partenariats à long terme établis entre des États Membres et des volontaires en vue d'offrir des formations sur les secours en cas de catastrophe et de s'y préparer, et six autres examens nationaux volontaires ont indiqué que de nouveaux partenariats avaient été conclus pour faire face aux crises, et en particulier à la pandémie de COVID-19. En Équateur, le Secrétariat national pour la réduction des risques et les urgences recrute des volontaires pour renforcer les capacités locales et favoriser la mise en commun d'expériences entre les communautés. Au Guyana, le plan national de gestion intégrée des risques de catastrophes et la stratégie de mise en œuvre associée préconisent d'accorder un soutien aux intervenants bénévoles : une équipe d'intervention d'urgence bénévole a ainsi été créée en 2019 par la Commission de la défense civile.

30. Cependant, il est encore rare de voir les gouvernements secondar les efforts déployés par les volontaires à l'appui des objectifs plus larges de développement durable. Parmi les exceptions notables pour lesquelles le volontariat était bien intégré aux priorités thématiques ou sectorielles, citons le plan des priorités de consolidation de la paix adopté par le Sri Lanka, qui fait participer des volontaires à la consolidation de la paix au niveau communautaire, et la stratégie de développement de la société civile (2018-2020) de la République de Moldova, qui fait du volontariat l'une de ses trois priorités stratégiques. À Malte, la politique stratégique nationale pour le vieillissement actif pour la période 2014-2020 recommande de mettre sur pied des programmes de volontariat pour faire baisser le taux de mortalité des retraités, améliorer leur bien-être psychologique et élargir leur réseau social. Un petit nombre de stratégies nationales de développement commencent en outre à mesurer l'importance du volontariat, qui constitue une ressource précieuse. Vision 2030, la stratégie de développement durable de l'Égypte, associe le volontariat à l'agriculture durable et à la biodiversité. En Turquie, le 11^e plan national de développement (2019-2023) présente le volontariat des jeunes comme un moyen de favoriser une culture de mobilisation de la société civile chez les enfants d'âge scolaire.

3. Coopération régionale, coopération Sud-Sud et coopération triangulaire

31. Aujourd'hui, il n'est pas rare que les programmes de coopération internationale intègrent des initiatives de volontariat. Là encore, elles sont largement associées au renforcement des capacités des jeunes. Des organisations régionales encouragent les initiatives de volontariat qui visent à renforcer l'intégration et l'identité commune, comme le Plan de la Communauté socioculturelle de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour 2025, l'un des piliers stratégiques du cadre de coopération régionale de cette organisation. Mentionnons également la stratégie relative au volontariat dans la région arabe, approuvée en 2020 par la Ligue des États arabes, qui vise à promouvoir, à l'échelle régionale, le soutien et la coopération autour du volontariat à l'appui du développement durable.

32. Les États Membres appuient souvent le volontariat dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Mis en œuvre par le Ministère thaïlandais des affaires étrangères, le programme « Friends from Thailand » vise à favoriser, par le volontariat Sud-Sud, la mise en commun d'approches nationales du développement durable. Au Togo, l'initiative « Volontariat international de réciprocité » facilite les échanges de bénévoles entre le Togo et d'autres pays du Sud. Le Corps africain des volontaires de

la santé rassemble plus de 800 professionnels de la santé des quatre coins du continent qui souhaitent aider lors d'urgences de santé publique, comme la crise liée à la maladie à virus Ebola survenue en 2019 en République démocratique du Congo.

33. Les États Membres et les autres parties prenantes encouragent également le volontariat Sud-Nord, la coopération triangulaire et l'échange réciproque. Par exemple, entre 2016 et 2020, des jeunes volontaires d'Afrique du Sud, du Bénin et de la République-Unie de Tanzanie ont participé à un échange Sud-Nord dans le cadre de l'Initiative germano-africaine pour la jeunesse soutenue par le Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et la Commission de l'Union africaine.

4. Intégration aux travaux du système des Nations Unies

34. Dans sa résolution [75/233](#) sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, l'Assemblée générale a constaté que les volontaires avaient joué un grand rôle dans la riposte à la pandémie de COVID-19 et encouragé le système des Nations Unies pour le développement, agissant en partenariat avec les États Membres, la société civile et le secteur privé, à promouvoir un climat propice au volontariat pour favoriser la poursuite du développement. Parmi les projets de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et les plans-cadres approuvés ayant commencé à être mis en œuvre en 2020 ou en 2021, au moins 16⁷ font référence au volontariat en relation avec les partenariats, soit le thème de l'objectif de développement durable n° 17, ou avec d'autres objectifs de développement durable⁸.

35. Le programme VNU continue d'appuyer le système des Nations Unies en mobilisant des volontaires et en promouvant le volontariat au service de la paix et du développement. Entre 2018 et 2020, 14 411 Volontaires des Nations Unies ont servi dans le système des Nations Unies à travers le monde, dont 52 % de femmes et 82 % de personnes originaires de pays du Sud. Le programme VNU a facilité la diffusion de plus de 5 400 opportunités de volontariat en ligne. L'objectif était de recruter au moins 16 800 cybervolontaires prêts à mettre leurs compétences et leurs connaissances au service de la réalisation de l'un ou l'autre des objectifs de développement durable, au niveau mondial et dans divers secteurs et pays. Le programme a aussi aidé au recrutement de plus d'un million de bénévoles locaux (qui ne relèvent pas du système des Nations Unies) par l'intermédiaire de programmes nationaux de volontariat mis en place dans 22 pays de toutes les régions du programme⁹.

⁷ Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Chine, Kazakhstan, Kosovo (les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité), Libéria, Macédoine du Nord, Ouganda, Ouzbékistan, République démocratique du Congo, Timor-Leste, Tunisie et Turquie.

⁸ Le programme VNU a examiné 32 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable qui : a) avaient commencé à être mis en œuvre en 2020 ou en 2021 et avaient été établis selon les nouvelles directives relatives aux plans-cadres, publiées en juin 2019 ; b) pouvaient être examinés par le programme VNU en avril 2021. Pour déterminer si un plan-cadre faisait référence au volontariat, on utilisait l'un ou l'autre des critères suivants : a) le volontariat est intégré dans diverses sections du document (conformément aux directives relatives à la structure du plan-cadre) ; b) le volontariat est intégré dans le cadre de résultats et d'allocation des ressources.

⁹ Cambodge, Cameroun, Chine, Équateur, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Inde, Kazakhstan, Kenya, Kosovo (les références au Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité), Mali, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, République centrafricaine, République dominicaine, Sri Lanka, Turquie, Uruguay et Zimbabwe.

36. De nombreuses entités des Nations Unies ont trouvé des moyens plus stratégiques d'intégrer les Volontaires des Nations Unies, en particulier les Volontaires recrutés sur le plan national, dont l'expérience peut être mise à contribution pour aborder des questions critiques et qui peuvent aider à renforcer les systèmes et les capacités nationales et régionales. En 2020, le programme VNU et l'Organisation mondiale de la Santé ont lancé l'initiative Africa Young Women Health Champions, qui vise à développer les compétences et les talents des femmes qui travaillent dans le domaine de la santé publique sur le continent. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le programme VNU ont créé un programme de bourses destiné aux spécialistes des données démographiques qui collectent des données et font des recherches sur les mutilations génitales féminines au Burkina Faso, en Égypte, en Éthiopie, au Kenya, au Nigéria et au Sénégal. Les Volontaires des Nations Unies forment l'un des quatre piliers du programme des jeunes cadres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Dans le cadre du partenariat qui se poursuit entre l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le programme VNU, des avocats nationaux recrutés en tant que Volontaires des Nations Unies ont fourni une assistance juridique. Au total, depuis 2020, 20 Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan national au Yémen se sont employés à documenter les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les cybervolontaires du programme VNU ont joué un rôle important, notamment en Turquie, où ils se sont spécialisés dans l'apprentissage automatique avec l'aide du laboratoire d'intelligence artificielle relatif aux objectifs de développement durable du PNUD. Des cybervolontaires ont en outre apporté leur concours au Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour traduire 20 000 noms d'établissements scolaires soudanais afin qu'ils soient disponibles en arabe et en anglais. L'objectif était d'aider le Ministère de l'éducation et ses partenaires à mieux planifier et gérer leurs activités.

37. D'autres entités des Nations Unies continuent d'intégrer le volontariat à leurs stratégies organisationnelles afin de promouvoir les priorités nationales de développement. Le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ont inclus un chapitre commun sur le volontariat dans leurs plans stratégiques respectifs pour 2018-2021. Le FNUAP mentionne le volontariat dans 15 descriptifs de programmes de pays approuvés entre 2018 et 2020. Il a en outre élaboré des orientations sur l'intégration du volontariat au cycle de programmation et il continue d'animer un groupe de travail interdivisions sur le volontariat. Entre 2018 et 2020, 14 descriptifs de programmes de pays approuvés par le PNUD et 13 par l'UNICEF intégraient également le thème du volontariat. À la suite d'un partenariat réussi avec le programme VNU, le Département de statistique de l'Organisation internationale du Travail (OIT) s'est trouvé un nouvel axe stratégique, à savoir la mesure du travail non rémunéré, notamment le travail volontaire.

5. Perspectives d'intégration aux stratégies de développement

38. En résumé, des progrès importants ont été réalisés en ce qui concerne l'intégration du volontariat aux mécanismes de planification et d'examen au niveau intergouvernemental, dont les examens nationaux volontaires des États Membres et les cadres mondiaux et nationaux du système des Nations Unies pour le développement. Depuis 2018, la majorité des examens nationaux volontaires soumis dans le cadre du forum politique de haut niveau pour le développement durable saluaient les contributions positives des volontaires. Par ailleurs, en 2020, il a été

admis dans l'examen quadriennal complet que les volontaires contribuaient à favoriser la poursuite du développement.

39. En ce qui concerne les politiques nationales et sectorielles, on remarque qu'en 2021, les États Membres associent principalement le volontariat aux politiques nationales en faveur des jeunes et, dans une moindre mesure, aux stratégies de préparation et de planification en prévision de catastrophes. Le présent rapport montre qu'il faut redoubler d'efforts pour intégrer le volontariat aux stratégies et aux plans plus larges si l'on souhaite mobiliser et renforcer des groupes donnés et faire participer les personnes à la décennie d'action.

C. Mesure du volontariat et de sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable

40. La présente section met en évidence les progrès réalisés dans la mesure du volontariat et de sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier en ce qui concerne les efforts de mesure faits au niveau national, l'élaboration de nouveaux outils et de nouvelles méthodologies de mesure du travail bénévole et la valeur économique et sociale du volontariat, ainsi que les efforts de collecte de données, y compris ceux déployés par les volontaires eux-mêmes.

1. Mesure statistique nationale

41. Au moins 95 pays ont mesuré le travail bénévole depuis 2007, et 25 pays ont effectué de nouvelles mesures depuis la publication du rapport du Secrétaire général en 2018¹⁰. La couverture statistique dans les pays du Sud reste cependant inégale et, dans de nombreux pays, les mesures du travail bénévole que l'on prévoyait d'effectuer ont été reportées en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. La plupart des pays qui ont mesuré le travail bénévole l'ont fait en ajoutant un module aux enquêtes sur la population active, mais un petit nombre d'entre eux ont intégré le travail bénévole aux enquêtes sociales nationales. Jusqu'à présent, toutefois, seule une très faible proportion de pays (4 %) intègrent cette donnée statistique dans l'examen national volontaire de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (voir la figure II ci-dessus).

42. Pour remédier à ces problèmes, le programme VNU et l'OIT continuent d'encourager la coopération internationale à l'appui de la mesure statistique du travail volontaire au niveau national. Depuis la publication du dernier rapport, ces organisations partenaires ont testé et publié des outils de mesure capables de refléter toute la diversité des efforts de bénévolat. Elles ont notamment créé des modules destinés à être ajoutés aux enquêtes sur la population active¹¹ ou aux recensements de population¹², mis au point un nouvel indicateur sur le travail bénévole dans la base de données en ligne ILOSTAT¹³ et publié en ligne pour la première fois un document contenant des statistiques sur le travail bénévole dans 48 États Membres.

¹⁰ Pays ayant effectué au moins une mesure depuis le début de l'année 2018 : Arabie saoudite, Australie, Brésil, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Hongrie, Inde, Indonésie, Israël, Kazakhstan, Mexique, Mongolie, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République populaire démocratique de Corée, Singapour et Suisse.

¹¹ OIT, « Volunteer work measurement guide », 2021, disponible sur https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_789950.pdf.

¹² OIT, « ILO Model question on volunteer work for Population and Housing Censuses », 2019.

¹³ Disponible sur <https://ilostat.ilo.org/topics/volunteer-work/>.

2. Mesure de la valeur économique et sociale du volontariat

43. Les parties prenantes ont collaboré à l'élaboration d'outils et de méthodes visant à démontrer la valeur économique et sociale du volontariat afin de pouvoir mieux exploiter les données statistiques. En 2020, dans le cadre d'un concours d'innovation en matière de mesure lancé par le programme VNU, des équipes d'Argentine, d'Éthiopie, du Kenya, du Kirghizistan, du Royaume-Uni et du Togo ont participé, en collaboration avec le réseau de recherche africain Afrobarometer, à l'élaboration de nouvelles approches analytiques et à la création de sources de données, d'indicateurs et de modèles alternatifs permettant de mesurer le volontariat et ses contributions¹⁴. Les parties prenantes du plan d'action ont ensuite publié un rapport dans lequel elles rendent compte des nouvelles pratiques utilisées pour mesurer les contributions économiques et sociales du travail bénévole¹⁵.

44. Parmi les activités de recherche et de mesure notables menées depuis la publication du dernier rapport du Secrétaire général, citons l'ajout de questions sur le volontariat dans l'enquête sur l'impact socioéconomique de la COVID-19 réalisée par le PNUD au Kazakhstan. Celle-ci indique qu'environ 16 % de la population a travaillé bénévolement pendant la crise et que la même proportion dit avoir reçu de l'aide de la part de volontaires. En Amérique latine, les efforts communs faits par le système des Nations Unies pour le développement ont abouti à la tenue d'une enquête électronique régionale sur les jeunes dans le contexte de la COVID-19, laquelle a montré qu'un jeune de la région sur trois s'était porté volontaire pendant la pandémie. Les résultats de l'enquête serviront à orienter la mise en œuvre dans la région de Jeunesse 2030, la Stratégie des Nations Unies pour la jeunesse. En Inde, un certain nombre de documents sur la valeur économique du travail bénévole ont été publiés à la suite de l'édition 2019 du India Volunteering Conclave. En 2020, l'OIT s'est penchée plus avant sur le rôle du volontariat dans l'amélioration des perspectives des jeunes sur le marché du travail, en particulier ceux qui sont déscolarisés et sans emploi. L'étude a révélé que, chez les jeunes, le travail bénévole était associé à des résultats positifs sur le marché du travail, surtout dans les pays à revenu élevé. Cette incidence était plus marquée chez les jeunes femmes dans tous les contextes de développement¹⁶.

3. Données collectées par les volontaires

45. Les volontaires eux-mêmes jouent un rôle de plus en plus actif lorsqu'il s'agit de combler les lacunes en matière de collecte et d'analyse des données. Au Niger et en République démocratique populaire lao, des volontaires ont recueilli des données sur les indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable afin d'appuyer les activités de suivi aux niveaux local et national. Au Samoa, en 2019 et en 2020, des équipes de volontaires ont collecté des données pour aider le Gouvernement à faire face à une épidémie de rougeole. Des plateformes et des applications en ligne ont permis de mesurer les contributions des volontaires au-delà du nombre d'affectations. Ainsi, Volunteer Circle, au Liban, a estimé à plus de 500 000 dollars la valeur économique des heures de volontariat attribuées par l'intermédiaire de la plateforme entre mars 2019 et mars 2020.

¹⁴ Nations Unies, programme VNU, « Measuring the economic and social contributions of volunteering: anthology of papers from the plan of action innovation challenge », recueil d'articles de recherche, Bonn, 2020.

¹⁵ Nations Unies, programme VNU, « Mesure du volontariat aux fins du Programme 2030 : boîte à outils contenant des principes, des outils et des pratiques », rapport de recherche commandé par le secrétariat du plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme 2030, Bonn, 2020.

¹⁶ OIT et VNU, « Le volontariat et ses liens avec les expériences des jeunes sur le marché du travail », 2020.

4. Perspectives de mesure du volontariat

46. En résumé, on constate certaines avancées dans la mesure du volontariat et de ses contributions à la réalisation des objectifs de développement durable, mais il faudra investir davantage pour connaître l'ampleur des efforts déployés par les volontaires, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où l'on observe toujours des lacunes en matière de données. Il nous faut aujourd'hui retrouver un nouvel élan, car nous avons été freinés par la pandémie de COVID-19, qui a vu un certain nombre de pays remettre à plus tard les plans qu'ils avaient établis pour mesurer le travail volontaire. Les nouvelles méthodes de collecte de données créées par l'OIT et par d'autres peuvent contribuer à mettre plus rapidement à la disposition du public des données comparables et normalisées recueillies dans différents contextes. En outre, pour veiller à ce que les données collectées soient davantage utilisées au niveau national dans la planification et l'analyse et dans l'établissement de rapports sur le Programme 2030, les États Membres voudront peut-être s'appuyer sur les données statistiques relatives au volontariat figurant dans les examens nationaux volontaires et continuer à collaborer pour élaborer une série de modèles permettant de refléter la valeur économique et sociale des volontaires en ce qui concerne la réalisation de certains objectifs et cibles de développement durable.

47. On trouvera à la section suivante des éléments de solution dont peuvent s'inspirer les États Membres et les autres parties prenantes pour réimaginer l'appui qu'ils apportent aux volontaires et au volontariat de façon à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

IV. Prochaines étapes

A. Le volontariat dans le cadre de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable

48. Pour atteindre les objectifs et cibles de développement durable, il faut que des sociétés entières se mobilisent. Le présent rapport montre que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 établit des bases solides pour le volontariat. Les contributions des volontaires sont dûment prises en compte dans les mécanismes de planification et d'examen des objectifs de développement durable, dont les examens nationaux volontaires des États Membres et les cadres et programmes de l'ONU. Des enquêtes sur la population active et d'autres enquêtes sociales réalisées au niveau national ont en outre permis d'obtenir des données améliorées sur l'ampleur et la portée du travail bénévole.

49. Par le présent rapport, le Secrétaire général veut encourager les États Membres et les autres parties prenantes à créer les conditions permettant au volontariat de produire les meilleurs résultats possible en matière de développement. Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables sont touchées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19. Ainsi, pour « construire en mieux pour l'avenir », les volontaires ne peuvent donc plus se contenter de répondre aux besoins de ces personnes. Au cours de la décennie d'action, le volontariat doit également offrir aux groupes les plus défavorisés la possibilité de s'attaquer aux causes profondes des inégalités dont ils souffrent en menant des actions individuelles et collectives.

50. À cette fin, il a été décidé de recenser dans le présent rapport un certain nombre de domaines nécessitant des investissements et une aide supplémentaires, conformément à l'appel à l'action approuvé lors de la réunion technique mondiale de 2020 sur le thème « Réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030 ».

B. Transformer le volontariat pour obtenir des résultats en matière de développement

51. La pandémie de COVID-19 a confirmé que le désir de contribuer par le volontariat était universel. Les États Membres peuvent s'inspirer des expériences qu'ils ont acquises en matière de promotion du volontariat auprès des jeunes et élargir ces possibilités à tous les groupes démographiques. Une approche fondée sur le cycle de vie permettrait de faire du volontariat un pilier important d'un contrat social revitalisé, aux côtés d'autres éléments comme le vote et les impôts.

52. Pour que le volontariat soit plus inclusif, il faut créer de nouveaux modèles permettant à chacun de participer. Cela est d'autant plus vrai de nos jours, alors que, dans tous les contextes, les populations sont aux prises avec des difficultés particulièrement importantes en ce qui concerne le travail, la santé et le bien-être. Les États Membres peuvent par ailleurs contribuer à appuyer un plus large éventail de pratiques de volontariat en plus des programmes nationaux et des plateformes en ligne présentés dans le présent rapport. Ils peuvent notamment étudier de nouveaux moyens d'appuyer le genre d'initiatives locales qui ont émergé pendant la pandémie de COVID-19.

53. Avec l'évolution des pratiques de volontariat, il devient nécessaire de comprendre l'influence qu'elles ont sur la participation de divers groupes. On sait par exemple que le développement du cybervolontariat et du volontariat numérique a facilité l'accès de certaines personnes, mais qu'il peut aussi avoir pour effet d'en exclure d'autres. Les États Membres et les partenaires de développement peuvent continuer à mettre en commun leurs connaissances et à chercher des moyens de lever les obstacles qui empêchent certains groupes de s'impliquer, notamment les personnes handicapées, les groupes autochtones et les réfugiés.

54. Les sociétés étant souvent de plus en plus polarisées, la confiance et la solidarité générées par le volontariat peuvent aider les groupes à travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs. Divers modèles, notamment le volontariat intergénérationnel et le volontariat entre quartiers, peuvent permettre d'accroître la mobilisation tout en tirant parti de la solidarité qui a émergé au sein des communautés et entre elles dans le contexte de l'action contre la pandémie.

55. En plus d'élargir l'accès aux programmes de volontariat, les parties prenantes doivent s'efforcer de recueillir des données sur la qualité de la participation par le volontariat à l'appui du Programme 2030. Il faut par ailleurs approfondir la compréhension des mécanismes de volontariat les mieux à même de permettre aux personnes les plus défavorisées de faire entendre leur voix. Les connaissances acquises pourraient en effet contribuer à l'émergence d'une deuxième génération d'approches de localisation. On pourrait par exemple mettre de côté les consultations et les enquêtes et s'appuyer sur les relations créées par le volontariat pour approfondir le dialogue et renforcer le leadership des groupes marginalisés.

56. Les données probantes qui figurent dans le présent rapport montrent qu'il faut veiller à ce que les efforts des volontaires soient plus en adéquation avec les lacunes et les défis existants en ce qui concerne les objectifs de développement durable. Les États Membres peuvent intégrer le volontariat à d'autres politiques sectorielles et stratégies nationales de développement en s'appuyant sur les progrès réalisés dans les domaines de l'autonomisation des jeunes et de la réduction des risques de catastrophe. Les données collectées par les volontaires peuvent contribuer à renforcer les processus de planification et d'allocation des ressources, notamment pour ce qui est de répondre aux besoins des groupes vulnérables et marginalisés. L'intégration aux stratégies sectorielles permettrait également de créer un fondement sur lequel pourrait s'appuyer le dialogue et la collaboration avec les groupes de volontaires aux niveaux

national et infranational en ce qui concerne les possibilités et les goulets d'étranglement.

57. Il faut recueillir davantage de données et des données de meilleure qualité. Il faut aussi donner une nouvelle impulsion à la mesure statistique, car un certain nombre de pays ont reporté à plus tard les plans visant à mesurer le travail bénévole en raison de la pandémie de COVID-19. Les efforts de mesure déployés par les États Membres devraient s'appuyer sur les données statistiques collectées grâce aux nouveaux outils de mesure du travail volontaire créés par l'OIT et le programme VNU en vue de leur intégration dans les enquêtes statistiques nationales, notamment les enquêtes sur la population active et les enquêtes sur l'emploi du temps.

58. Le présent rapport montre aussi que les données de mesure sont actuellement sous-exploitées. Dans la mesure du possible, il faut veiller à obtenir des données probantes relatives à la valeur économique et sociale du volontariat et cesser de s'appuyer sur de simples observations. Nous cherchons aujourd'hui à nous remettre de la pandémie, à reconstruire et à repartir de zéro. Dans ce contexte, il faudrait intégrer aux cadres de développement des mesures relatives au volontariat et à d'autres formes de travail non rémunéré qui permettraient d'évaluer les progrès accomplis sur les plans environnemental, social et économique.

C. Rôle du système des Nations Unies

59. Dans sa résolution 75/233 sur l'examen quadriennal complet, l'Assemblée générale considère que le volontariat peut être un puissant outil intersectoriel en vue de l'application du Programme 2030. Elle encourage en outre le système des Nations Unies pour le développement à promouvoir, en partenariat avec les États Membres et toutes les parties prenantes, un climat propice au volontariat et à l'action des volontaires pour favoriser la poursuite du développement.

60. Les équipes de pays des Nations Unies devraient approfondir leur collaboration avec les volontaires, qui sont des partenaires essentiels dans la réalisation des objectifs de développement durable. Elles devraient en outre rendre compte des contributions spécifiques du volontariat dans les plans-cadres de coopération pour le développement durable et les descriptifs de programmes de pays des entités des Nations Unies¹⁷.

61. Le programme VNU reste l'entité des Nations Unies la mieux à même de mobiliser des volontaires à l'appui du système des Nations Unies pour le développement, notamment pour ce qui est de promouvoir la coopération Sud-Sud et de ne laisser personne de côté. Le rôle du programme consiste notamment à coordonner la mise en commun des bonnes pratiques, des éléments probants et des enseignements tirés de l'intégration du volontariat à l'appui de la mise en œuvre du Programme 2030 aux niveaux national, régional et mondial et, au niveau intergouvernemental, à aider les États Membres à intégrer les mécanismes de volontariat, dont les examens nationaux volontaires¹⁸.

¹⁷ Nations Unies, « Annexes aux directives relatives au plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable », 2019, disponible sur <https://unsdg.un.org/fr/resources/annexes-aux-directives-relatives-au-plan-cadre-de-cooperation-des-nations-unies-pour-le> ; « Normes minimales communes applicables aux partenariats multipartites établis dans le cadre du PNUAD », 2020, disponible sur <https://unsdg.un.org/fr/resources/normes-minimales-communes-applicables-aux-partenariats-multipartites-etablis-dans-le>.

¹⁸ Nations Unies, programme VNU, « Reflecting volunteer contributions to the Sustainable Development Goals in voluntary national reviews – Guidance note for United Nations Member States », 11 mai 2021, disponible sur <https://knowledge.unv.org/guest-post/reflecting-volunteer->

62. Les États Membres et les autres parties prenantes sont encouragés à rendre compte des efforts continus qu'ils déploient pour intégrer le volontariat au Programme 2030 sur le Portail de connaissances sur le volontariat. Ils peuvent notamment y compiler toutes les politiques, stratégies, recherches, données probantes et bonnes pratiques qui concernent le volontariat au service des objectifs de développement durable. Cette ressource commune servira de base aux futures mises à jour du plan d'action sur le volontariat dans le cadre de la décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable.

[contributions-to-the-sdgs-in-voluntary-national-reviews-guidance-note-for-un-member-states](#) ;
« Reflecting volunteer contributions to the Sustainable Development Goals in voluntary national reviews: Note for the United Nations system », 11 mai 2021, disponible sur <https://knowledge.unv.org/guest-post/reflecting-volunteer-contributions-to-the-sdgs-in-voluntary-national-reviews-note-for-un-system>.